



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 19

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 22

Convoqués le :
17/09/2015

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU VINGT DEUX SEPTEMBRE DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Frédéric NAVROT, Maire.

Etaient présents :

Monsieur FRANZKE Raymond, Madame BASSOT Catherine, Madame COLLIN-CESTONE Nathalie, Monsieur DESFORGES Jérôme, Madame LESURE Cathy, Adjoints au Maire.

Madame ADAM Claire, Monsieur BURGUND Marc, Monsieur BEBON Claude, Monsieur CHOLLOT Bernard, Monsieur GALLETTA Calogero, Madame HERRMANN Laurence, Monsieur MAHIEU Jean-Loup, Monsieur PERRET Richard, Monsieur LEVIS Didier, Monsieur HANEN Christian, Madame HANESSE Marie-José, Madame SCHMIDT Jessica, Madame GAYRAL Isabelle, Conseillers Municipaux.

Absents ayant donné pouvoirs :

Madame BERTON Mireille a donné pouvoir à Madame BASSOT Catherine
Madame BRISSÉ Sandrine a donné pouvoir à Monsieur DESFORGES Jérôme
Monsieur GROUTSCH Yannick a donné pouvoir à Madame COLLIN-CESTONE Nathalie

Absents Excusés : Madame MOUGEOT Sandrine

Secrétaire de Séance : Madame HERRMANN Laurence

=====

APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DU 7 JUILLET 2015 :
Approuvé à l'unanimité des membres présents.

=====

Dons de parcelles et d'immeuble à la commune

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que Monsieur MASSON Gérard qui habite 20 rue de la Tour, possédant plusieurs parcelles cadastrées sur la commune : Section 1 parcelle 216 et parcelle 89, souhaite en faire don à la commune de Scy-Chazelles.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

ACCEPTE la donation des parcelles cadastrées citées ci-dessus.

DECIDE que les frais engendrés par cette donation seront pris en charge par la commune.

CHARGE Maître MAHLER, notaire à Montigny-Lès-Metz, de toutes les formalités à accomplir.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte authentique établi par le notaire.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ A L'UNANIMITÉ

Monsieur MASSON gardera l'usufruit de son bien jusqu'à son décès. La commune qui deviendra propriétaire prendra en charge les taxes foncières de ces biens.

Achat de terrains via la SAFER dans le PAEN

Madame Catherine BASSOT, Adjointe au Maire en charge de l'Urbanisme, explique aux membres du Conseil Municipal que la Commune envisage l'achat de plusieurs terrains dans le PAEN dont les actes de vente sont chez Maître MALHER :

Terrains sis en section 6 parcelles 91 et 113 et section 1 parcelle 59 pour une contenance totale de 22 a 39 ca et appartenant aux CONSORTS GUSSE pour un montant de 1 600.00 € auxquels s'ajoutent 295.20 € de frais accessoires au profit de la SAFER.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE le Maire à signer l'acte correspondant et tous documents s'y afférents.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ A L'UNANIMITÉ



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 19

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 22

Convoqués le :
17/09/2015

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU VINGT DEUX SEPTEMBRE DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

Monsieur MAHIEU demande s'il y a un intérêt à acquérir automatiquement toutes les parcelles proposées par la SAFER.

Madame BASSOT précise qu'il y a lieu de racheter des parcelles lorsqu'un appel à projet est susceptible d'être lancé sur le secteur.

Monsieur le Maire rajoute que le principe est de constituer des emprises foncières cohérentes facilitant ensuite les appels à porteurs de projets. Tous les terrains ne sont pas à acheter par la commune, certains le sont directement de vendeurs à porteurs de projets.

Il précise également que le 1^{er} appel à projet a été lancé cet été sur le secteur prédestiné à une activité.

Acquisition de terrain – Section 9 parcelle 102

Madame Catherine BASSOT, Adjointe en charge de l'Urbanisme, expose qu'à ce jour et pour permettre la réalisation d'un projet cohérent sur le site de l'ancien magasin Aldi, il est nécessaire de maîtriser une emprise foncière plus large que celle relative au terrain déjà acquis par l'EPFL pour le compte de la commune.

Un des terrains nécessaires à la réalisation d'une opération globale est actuellement la propriété Monsieur et Madame SCHILTZ.

Une estimation a été demandée à France Domaine qui a établi la valeur vénale du bien à 30€/m². La partie de parcelle à acquérir, située en fonds de parcelle, est d'une surface d'environ 1400 m² (surface exacte selon arpentage à intervenir).

Madame et Monsieur SCHILTZ ont confirmé par courrier en date du 1er août 2015 leur accord pour une vente à ce prix.

Il est donc demandé aux membres du Conseil Municipal d'approuver l'acquisition de ce terrain à ce prix et d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte afférent à cette acquisition en tant que représentant de la Commune.

Sur proposition de Madame Catherine BASSOT, Adjointe en charge de l'Urbanisme

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE l'acquisition dudit terrain, au prix proposé par le service des domaines, soit 30 €/m².

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte de vente et tous documents afférents à cette acquisition.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ A L'UNANIMITÉ

Monsieur MAHIEU demande pourquoi l'EPFL n'achète-t-il pas comme il l'avait fait pour la parcelle ALDI.

Madame BASSOT lui précise que le terrain ne se trouve pas dans l'emprise faisant l'objet de la convention signée avec l'EPFL.

Le Maire conclut en précisant qu'il ne s'agit là que d'un portage foncier et financier temporaire car l'objectif est de revendre ensuite le foncier à l'aménageur privé qui sera retenu par ce projet.

Acquisition de terrain – Section 9 parcelles 198 et 104

Madame Catherine BASSOT, Adjointe en charge de l'Urbanisme, expose qu'à ce jour et pour permettre la réalisation d'un projet cohérent sur le site de l'ancien magasin Aldi, il est nécessaire de maîtriser une emprise foncière plus large que celle relative au terrain déjà acquis par l'EPFL pour le compte de la commune.

Ces terrains nécessaires à la réalisation d'une opération globale sont actuellement propriété pour partie de la Société des Graines Fabre à Metz et pour partie de la Famille Lamirand à Nancy.

Ces propriétaires ne semblent pas opposés au principe d'une vente, des accords verbaux ayant été donnés dans l'attente de confirmations ou de formalisations écrites.



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 19

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 22

Convoqués le :
17/09/2015

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU VINGT DEUX SEPTEMBRE DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

Aussi et pour permettre à Monsieur le Maire de mener à terme ces négociations, il demande aux membres du Conseil de lui donner tous pouvoirs pour les finaliser et accepter toute promesse de vente au profit de la commune, en tant que promesse, l'acquisition définitive par acte de vente ne pouvant intervenir qu'après nouvelle délibération du Conseil Municipal.

Sur proposition de Madame Catherine BASSOT, Adjointe en charge de l'Urbanisme

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE de donner tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour finaliser toutes négociations et accepter toute promesse de vente au profit de la commune.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ A L'UNANIMITÉ

Monsieur le Maire précise bien aux membres du Conseil Municipal qu'il ne s'agit pas d'une autorisation de signature d'acte mais d'une autorisation à mener les négociations.

Étant donné que les vendeurs ne souhaitent pas vendre à l'estimation des Domaines, l'EPFL ne pourra pas procéder à l'acquisition.

Rétrocession de voirie – Rue Drogon

Monsieur FRANZKE Raymond, Adjoint au Maire chargé des Travaux, rappelle que la commune entretient la voirie et les réseaux divers de la rue Drogon. Or, ces V.R.D. ne sont pas actuellement incorporés dans le domaine public communal.

La rétrocession des voiries s'impose afin d'éviter les problèmes lors d'interventions futures comme l'éclairage public et la collecte qui ne peuvent pas être assurés sur des voies privées. La mise à jour se fait donc par le biais de l'intégration dans le domaine public communal.

En vertu des dispositions de l'article L. 141-3 du Code de la Voirie Routière, le Conseil Municipal est compétent pour prononcer le classement des voies communales.

Il précise que le classement envisagé n'a pas pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation qu'assurent la rue Drogon et que, par conséquent, la dispense d'enquête publique est acquise sur le fondement de l'article L. 141-3.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L. 2111-3 ;

VU les Articles L. 141-3 du Code de la Voirie Routière et L. 318-3 du Code de l'Urbanisme ;

VU la demande de rétrocession de l'association syndicale des Hauts de Scy en date du 17 Février 2015, propriétaire des espaces communs du lotissement ;

VU l'avis favorable d'intégration des réseaux fourni par Haganis en accord avec Metz Métropole en date du 8 Juillet 2015 ;

Considérant que les conditions sont remplies pour que le Conseil Municipal ordonne la mutation foncière nécessaire au classement dans le domaine public communal de l'assiette foncière des voies et réseaux divers de la rue Drogon ;

DECIDE de la mutation foncière nécessaire au classement dans le domaine public communal de l'assiette foncière des voies et réseaux divers de la rue Drogon à savoir :

- parcelle 327 section 1 d'une superficie de 1 535 m²

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ A L'UNANIMITÉ



PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU VINGT DEUX SEPTEMBRE DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

Création d'un poste d'attaché et mise à jour du tableau des effectifs

Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 19

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 22

Convoqués le :
17/09/2015

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Compte tenu de la nécessité :

- de recruter un responsable des services au grade d'attaché, en remplacement de Madame MULLER qui n'occupe plus le poste de directrice générale des services depuis le 1^{er} Juillet 2015 et de créer l'emploi correspondant,
- d'adapter le nombre d'agents aux besoins de la collectivité, à sa taille et à ses capacités financières,
- de réduire les dépenses de personnel pour faire face aux baisses de dotations imposées aux collectivités par l'Etat,

Le Maire propose donc aux membres du Conseil Municipal la création d'un emploi d'attaché territorial à temps complet relevant de la catégorie A à compter du 1^{er} Octobre 2015. Il propose également de réajuster le nombre d'agents au tableau des effectifs par rapport au nombre d'agents en fonction ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 34,

DECIDE de la création d'un emploi d'attaché territorial à temps complet relevant de la catégorie A à compter du 1^{er} Octobre 2015,

DECIDE de modifier comme suit le tableau des effectifs :

GRADES	Nbre d'agents au précédent tableau des effectifs	Nbre d'agents au nouveau tableau des effectifs	Nbre d'agents en fonction
EMPLOI FONCTIONNEL			
Directeur Général des Services d'une commune de 2000 à 10.000 habitants	1	1	0
SECTEUR ADMINISTRATIF			
Attaché principal	1	1	0
Attaché	0	1	1
Adjoint administratif 1 ^{ère} cl	3	2	2
Adjoint administratif 2 ^{ème} cl	4	3	3
SECTEUR TECHNIQUE			
Agent de maîtrise ppl	1	1	1
Adjoint technique ppl 1 ^{ère} cl.	1	1	1
Adjoint technique 1 ^{ère} cl.	3	3	3
Adjoint technique 2 ^{ème} cl.	7	6	6
SECTEUR SOCIAL			
ATSEM pple 2 ^{ème} Classe	1	1	1
ATSEM 1 ^{ère} Classe	2	2	1
SECTEUR ANIMATION			
Animateur	1	1	1
Adjoint d'animation 2 ^{ème} cl.	3	3	3
SECTEUR PATRIMOINE			
Adjoint du patrimoine 1 ^{ère} cl.	1	1	1
SECTEUR POLICE			
Brigadier-Chef Principal	1	1	1
AUTRES			
Adjoint du patrimoine 1 ^{ère} cl. non titulaire en CDD	1	1	1
Adjoint technique 2 ^{ème} cl. non titulaire emploi occasionnel	4	2	2
Contrat d'Accompagnement à l'Emploi	10	11	10
Intervenant extérieur TAP en CDD	0	2	2
TOTAL	46	44	40



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 19

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 22

Convoqués le :
17/09/2015

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU VINGT DEUX SEPTEMBRE DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ A L'UNANIMITÉ

Modification Régime indemnitaire

Monsieur DESFORGES informe les membres que l'assemblée délibérante fixe la nature, les conditions d'attribution et le montant des indemnités applicables aux agents. Les attributions individuelles sont de la compétence de l'autorité territoriale dans le respect des critères définis par l'assemblée.

Au vu de l'évolution des grades, de leur dénomination et de l'existence de nouvelles primes depuis la prise de la dernière délibération relative au régime indemnitaire, il convient d'effectuer une actualisation du régime indemnitaire.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU l'article 20 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 88 ;

VU le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU l'avis demandé au Comité Technique Paritaire le 17 Septembre 2015 ;

Monsieur DESFORGES propose donc de modifier le régime indemnitaire au profit des agents dans les conditions suivantes et précise que cette mise à jour fait uniquement suite à la mise en place de la prime de fonctions et de résultats pour les grades d'attaché principal et d'attaché en lieu et place de l'attribution pour ces mêmes grades de l'IFTS et de l'indemnité de missions, les autres conditions d'attribution des primes tel que proposé dans le document suivant n'a fait l'objet d'aucune modification.

INDEMNITE HORAIRE POUR TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES (I.H.T.S)

Décret 2002-60 du 14.01.2002

DECIDE l'attribution de l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires aux agents de catégorie C et à ceux de catégorie B relevant des cadres d'emplois suivants :

Filière	Cadres d'emploi
Administrative	Rédacteur
	Adjoint Administratif
Police	Agents de police municipale
Technique	Agent de Maîtrise
	Adjoint Technique
Sociale	ATSEM
Patrimoine et Bibliothèques	Adjoint du patrimoine
Animation	Animateur
	Adjoint d'animation
Contractuel	CAE

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires sont versées dans le cadre de la réalisation effective d'heures supplémentaires ne donnant pas lieu à un repos compensateur, effectuées à la demande de l'autorité territoriale dès qu'il y a dépassement des bornes horaires, telles que prévues par la délibération du 18 décembre 2001 portant adoption de l'Aménagement et de la Réduction du Temps de Travail et définies par le cycle de travail.

Le nombre d'heures supplémentaires accomplies ne peut dépasser un contingent mensuel pour une durée limitée de 25 heures pour un agent à temps complet. Ce chiffre peut être dépassé, soit lors de circonstances exceptionnelles, par décision de l'autorité



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 19

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 22

Convoqués le :
17/09/2015

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU VINGT DEUX SEPTEMBRE DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

territoriale, soit, après avis du Comité Technique Paritaire.

L'indemnisation des heures supplémentaires se fera comme suit :

T.B. annuel de l'agent lors de l'exécution des travaux + (NBI le cas échéant)+ind. de résidence
1820

Cette rémunération horaire sera multipliée par : 1,25 pour les 14 premières heures, 1,27 pour les heures suivantes.

Les heures effectuées entre 22 heures et 7 heures sont considérées comme travail supplémentaire de nuit.

L'heure supplémentaire est majorée de 100 % lorsqu'elle est effectuée de nuit et des 2/3 lorsqu'elle est effectuée un dimanche ou un jour férié, sans pouvoir se cumuler.

La nouvelle bonification indiciaire entre en compte pour le calcul des indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

L'intervention en astreinte, s'accompagnant de travaux supplémentaires, donne lieu au paiement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires ne peuvent être versées pendant les périodes où les agents perçoivent des frais de déplacement.

Les agents bénéficiaires d'un logement par utilité ou nécessité absolue de service peuvent percevoir l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires.

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires, prévues au titre du présent décret, sont exclusives des indemnités perçues par les personnels enseignants soumis à un régime spécifique d'indemnisation des heures supplémentaires et de toute autre indemnité de même nature.

INDEMNITE FORFAITAIRE POUR TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES (I.F.T.S)

Décret 2002-63 du 14.01.2002 - Arrêté du 14.01.2002

DECIDE l'attribution de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires aux agents relevant des cadres d'emplois suivants :

Filière	Cadres d'emploi	Coeff. Minimum	Coeff. Maximum
Administrative	Rédacteur	0	8
Animation	Animateur	0	8

Le versement de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires varie en fonction du supplément de travail fourni et de l'importance des sujétions liées à l'exercice effectif des fonctions.

Les montants moyens annuels sont fixés par arrêté ministériel. L'attribution de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires ne pourra excéder, à titre individuel, huit fois le montant annuel moyen propre à chaque catégorie.

L'autorité territoriale procédera aux attributions individuelles par la modulation du taux moyen annuel attaché à la catégorie dont relève l'agent, multiplié par un coefficient compris entre 0 et 8, entre l'ensemble des bénéficiaires fixés grade par grade dans la limite du crédit ouvert annuellement par l'assemblée délibérante.

L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires n'est pas cumulable avec une autre indemnité pour travaux supplémentaires et avec l'attribution d'un logement par nécessité absolue de service.

INDEMNITE D'EXERCICE DE MISSIONS DES PREFECTURES (IEMP)

Décret 97-1223 du 26.12.97 - Arrêté du 26.12.1997

DECIDE l'attribution de l'indemnité d'exercice de missions des Préfectures aux agents relevant des cadres d'emplois suivants :

Filière	Cadres d'emploi
Administrative	Adjoint Administratif - Rédacteur
Technique	Agent de Maîtrise



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 19

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 22

Convoqués le :
17/09/2015

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU VINGT DEUX SEPTEMBRE DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

Animation	Animateur
-----------	-----------

INDEMNITE D'ADMINISTRATION ET DE TECHNICITE (IAT)

Décret 2002-61 du 14.01.2002 - Arrêté du 14.01.2002

DECIDE l'attribution de l'indemnité d'administration et de technicité aux agents relevant des cadres d'emploi, dans la limite ci-dessous :

Filière	Cadres d'emploi	Coeff. Minimum	Coeff. Maximum
Administrative	Rédacteur	0	8
	Adjoint Administratif	0	8
Police	Agents de police municipale	0	8
Technique	Agent de Maîtrise	0	8
	Adjoint Technique	0	8
Sociale	ATSEM	0	8
Patrimoine et Bibliothèques	Adjoint du patrimoine	0	8
Animation	Animateur	0	8
	Adjoint d'animation	0	8
Contractuel	CAE	0	8

L'attribution individuelle est modulée en fonction de la manière de servir de l'agent dans l'exercice de ses fonctions.

Le montant moyen de cette indemnité est défini par l'application d'un coefficient multiplicateur pouvant aller de 0 à 8 au montant de référence annuel fixé par arrêté ministériel. L'autorité territoriale procédera aux attributions individuelles dans le cadre de l'enveloppe budgétaire globale déterminée comme suit :

Taux moyen X coefficient (de 0 à 8) X nombre d'effectifs

En fonction de la manière de servir dans la limite du plafond arrêté au coefficient 8.

PRIME DE FONCTIONS ET DE RESULTATS (P.F.R.)

Principe :

La prime de fonctions et de résultats se compose de deux parts cumulables entre elles :

- une part tenant compte des responsabilités, du niveau d'expertise et des sujétions spéciales liées aux fonctions exercées.

L'attribution individuelle est déterminée dans la limite du plafond applicable à la PFR du corps de référence de l'État ; ce plafond est librement fixé soit en valeur (montant en euros) soit dans la limite du montant de référence auquel est appliqué un coefficient multiplicateur compris entre 1 et 6 (entre 0 et 3 pour les agents logés par nécessité absolue de service).

- une part tenant compte des résultats de la procédure d'évaluation individuelle prévue par la réglementation en vigueur et de la manière de servir.

L'attribution individuelle est déterminée dans la limite du plafond applicable à la PFR du corps de référence de l'État ; ce plafond est librement fixé soit en valeur, soit dans la limite du montant de référence auquel est appliqué un coefficient multiplicateur compris entre 0 et 6.

Bénéficiaires :

La prime de fonctions est applicable aux agents relevant des grades suivants :

Grades (respect des grades éligibles)	PFR – part liée aux fonctions				PFR – part liée aux résultats				plafond
	montant annuel de référence	coeff mini	coeff maxi	montant individuel maxi	montant annuel de référence	coeff mini	coeff maxi	montant individuel maxi	
Attaché Principal	2500	1	6	15000	1800	0	6	10800	25800
Attaché	1750	1	6	10500	1600	0	6	9600	20100



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 19

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 22

Convoqués le :
17/09/2015

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU VINGT DEUX SEPTEMBRE DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

Montant individuel maxi = montant annuel de référence x coefficient maximum

La prime de fonctions et de résultats se substitue aux autres primes antérieurement versées aux agents des cadres d'emplois susmentionnés, quelle que soit leur dénomination. Cette substitution ne concerne que les seules primes instituées en application de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984, nécessitant une concordance entre les corps de l'État et les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale (indemnité d'exercice de mission des préfetures, indemnité d'administration et de technicité, indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires...).

Critères pris en compte pour déterminer le niveau des fonctions et pour apprécier les résultats obtenus par les agents :

➤ La part liée aux fonctions

La part liée aux fonctions nécessite la définition des niveaux d'emplois par cadre d'emplois, grade ou emploi et doit s'appuyer sur une véritable réflexion et une politique d'identification et de cotation des emplois et des métiers et de construction de parcours.

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, la part liée aux fonctions tiendra compte :

- des responsabilités,
- du niveau d'expertise,
- des sujétions spéciales liées aux fonctions exercées.

Niveau de responsabilité	Niveau d'expertise	Sujétions particulières liées au poste
<ul style="list-style-type: none">- prise de décision- force de proposition- management de l'ensemble des services- animation équipe- pilotage de projet	<ul style="list-style-type: none">- analyse, synthèse- diagnostic, prospective- domaine d'intervention généraliste (polyvalence)- domaines d'intervention spécifique (juridique, financier, urbanisme, ressources humaines)	<ul style="list-style-type: none">- surcroît régulier d'activité- horaires décalés et flexibles- disponibilité- relationnel important (élus/public)- domaines d'intervention à risques (contentieux...)- poste à relations publiques- diplomatie- discrétion- relation de confiance- autonomie- capacité à déléguer- rigueur- réactivité

Il a été décidé de retenir pour chaque grade par poste (ou emploi, métier, ...) les coefficients maximum suivants :

grades concernés	Postes/emplois	coefficient maximum
Attaché Principal	DGS	6
Attaché	Responsable des services	6

➤ La part liée aux résultats

Cette part tiendra compte des éléments suivants appréciés dans le cadre de la procédure d'évaluation individuelle :

- l'efficacité dans l'emploi et de la réalisation des objectifs,
- les compétences professionnelles et techniques,
- les qualités relationnelles,
- la capacité d'encadrement ou à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

La manière de servir de l'agent s'apprécie dans le cadre de la procédure d'évaluation individuelle et par une appréciation au regard des critères suivants :



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 19

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 22

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU VINGT DEUX SEPTEMBRE DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

- *expérience professionnelle*
- *implication dans le travail (assiduité)*
- *capacité d'initiative*
- *motivation*
- *positionnement à l'égard des collaborateurs*
- *positionnement à l'égard de la hiérarchie*
- *positionnement à l'égard du public*
- *respect des valeurs du service public (continuité, mutabilité, égalité, sens de l'intérêt général)*
- *respect des obligations déontologiques du fonctionnaire*
- *ponctualité, rigueur*
- *sens de l'écoute, du dialogue*
- *atteinte des objectifs fixés*
- *efficacité dans l'accomplissement des missions*

Modalités de maintien ou de suppression de la P.F.R. :

Convoqués le :
17/09/2015

A la lecture combinée de l'article 1 (I-2°) du décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés et de la circulaire ministérielle du 22 mars 2011 :

- La part liée aux fonctions a vocation à suivre le traitement
 - La part liée aux résultats ne suit pas automatiquement le sort du traitement.
- Elle a vocation à être réajustée, après l'évaluation annuelle, en tenant compte de l'atteinte des objectifs et de la manière de servir.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE de modifier le régime indemnitaire dans les conditions exposées ci-dessus, pour effet au 1^{er} octobre 2015 ;

FIXE les critères d'attribution ainsi qu'il suit :

Modulations éventuelles en fonction de la responsabilité assurée, de la manière de servir, la disponibilité et l'assiduité de l'agent, l'absentéisme, en ce cas la retenue sera de 1/20^{ème} du mois par jours d'absence ;

DECIDE du maintien des primes et indemnités lors des congés annuels ;

DECIDE que des primes et indemnités seront versées mensuellement ;

DECIDE que ces primes et indemnités seront versées aux agents (stagiaires, titulaires, temps complet, temps non complet, non titulaires) au prorata de la durée hebdomadaire légale de travail et du temps partiel ;

DECIDE d'inscrire les crédits budgétaires nécessaires au versement de ces indemnités au budget de la collectivité ou de l'établissement public et charge l'autorité territoriale de procéder aux attributions individuelles en tenant compte des conditions de versement arrêtées par la présente délibération ;

DECIDE que les montants votés seront revalorisés selon les mêmes variations et conditions que celles applicables aux agents de l'État (ou subiront le même pourcentage d'augmentation) ;

CHARGE le Maire de procéder aux attributions individuelles en tenant compte des plafonds déterminés par la réglementation et des critères d'attribution retenus.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ A L'UNANIMITÉ

Congrès National des Maires : Remboursement des frais

Monsieur DESFORGES, Adjoint au Maire chargé des Finances, informe les membres du Conseil Municipal que l'organisation du 98ème Congrès des Maires et des présidents d'intercommunalité de France se déroulera du 17 au 19 novembre 2015 et aura pour thème "Faisons cause commune".

Dans le cadre de ce congrès, des conférences faisant le point sur l'intercommunalité, la réforme territoriale, la réforme financière et fiscale locale, l'aménagement, le



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 19

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 22

Convogués le :
17/09/2015

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU VINGT DEUX SEPTEMBRE DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

développement durable des territoires ruraux et urbains, sont organisées et animées par des experts.

C'est également l'occasion de rencontres avec des Maires et des élus confrontés à des problématiques communes, le partage des expériences est donc fortement enrichissant.

Monsieur DESFORGES indique qu'en conséquence, il paraît opportun que Monsieur le Maire assiste à ce congrès pour y représenter la commune et pour s'informer.

Dans ce cadre, il rappelle que conformément à l'article L.2123-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) « les fonctions de maire, d'adjoint, de conseiller Municipal,...donnent droit au remboursement des frais que nécessite l'exécution de mandats spéciaux ».

Il précise qu'un mandat spécial est une mission bien précise confiée par le Conseil municipal aux élus et comportant un intérêt communal.

Il est donc proposé aux membres du Conseil Municipal que la commune prenne en charge les frais réels de transport, de nuitée et de restauration sur présentation des justificatifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

VU l'article L.2123-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,

AUTORISE le Maire par le biais d'un mandat spécial, à se rendre au Congrès des Maires, du 17 au 19 novembre 2015.

ACCEPTE de rembourser Monsieur le Maire les frais réels pour son déplacement au Congrès National des Maires 2015 sur présentation de justificatifs.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ A L'UNANIMITÉ

Temps d'Activités Périscolaires : Convention à intervenir avec l'association Circ'onfrence – Contrat à intervenir avec l'association Askatasuna

Madame Nathalie COLLIN CESTONE, adjointe au Maire en charge des Affaires Scolaires et Périscolaires rappelle aux membres du Conseil Municipal qu'un accueil des enfants est organisé durant le temps extra-scolaire.

Durant ces périodes, la commune souhaite, dans le cadre de sa politique en faveur des enfants, favoriser l'accès à différentes activités sportives, culturelles et éducatives en proposant différentes initiations.

Dans cet objectif, il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer la convention ci-jointe à intervenir avec l'association Circ'onfrence pour la mise en place d'un atelier « découverte des Arts du Cirque » ainsi que le contrat avec l'Association Askatasuna pour l'organisation d'ateliers musicaux.

Association Circ'onfrence :

Il est convenu d'une facturation d'un montant de 40€/séance + 0,25€/km de frais de déplacements sur la base Montoy-Flanville / Scy-Chazelles, ce qui représente un montant total de 3 088 € pour l'année.

Association Askatasuna :

Il est convenu d'une facturation d'un montant de 62€/séance ce qui représente un montant total de 1 984 € pour l'année.

Sur proposition de Madame Nathalie COLLIN CESTONE, adjointe au Maire en charge des Affaires Scolaires et Périscolaires,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le devis et la convention ci-joints à intervenir avec l'association Circ'onfrence pour la mise en place d'un atelier « découverte des Arts du Cirque » ainsi que le contrat ci-joint à intervenir avec l'association Askatasuna pour la mise en place d'un atelier musical dans le cadre des Temps d'Activités Périscolaires.



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 19

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 22

Convoqués le :
17/09/2015

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU VINGT DEUX SEPTEMBRE DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

CHARGE Le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ A L'UNANIMITÉ

Madame COLLIN-CESTONE précise que cette année ce sont les enfants qui ont choisi les activités. Il est également rappelé que les activités sont gratuites pour les familles.

Temps d'Activités Périscolaires : Convention à intervenir avec le lycée André CITROEN de Marly

Madame Nathalie COLLIN CESTONE, adjointe au Maire en charge des Affaires Scolaires et Périscolaires informe les membres du Conseil Municipal que dans le cadre de la mise en place de l'atelier « découverte des Arts du Cirque » durant le temps extra-scolaire, le lycée André CITROEN de Marly propose de mettre à disposition gratuitement du matériel de cirque à la commune.

Dans cet objectif, il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer la convention ci-jointe à intervenir avec le lycée André CITROEN destiné à définir les modalités de mise à disposition du parc de matériel communal.

Sur proposition de Madame Nathalie COLLIN CESTONE, adjointe au Maire en charge des Affaires Scolaires et Périscolaires,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir avec le lycée André CITROEN de Marly pour le prêt de matériel de cirque pour le déroulement des ateliers « découverte des Arts du Cirque » dans le cadre des TAP.

CHARGE Le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ A L'UNANIMITÉ

Monsieur le Maire précise qu'il sera retiré du projet de convention les dispositions relatives au dépôt d'une caution par la commune, cette dernière ne pouvant délivrer de chèque comme pourrait le faire un particulier.

Temps d'Activités Périscolaires : Embauches de personnel

Dans le cadre des nouveaux rythmes scolaires et des activités périscolaires les mardis et jeudis de 15 h 45 à 17 h 15, la commune recourt au personnel communal ainsi qu'à des intervenants extérieurs à recruter à compter du 29 Septembre prochain jusqu'au 5 Juillet 2016.

Monsieur PICCIN, professeur des écoles sera recruté afin d'assurer l'enseignement de l'activité informatique pendant le temps extrascolaire les mardis et jeudis de 16 h 15 à 17 h 15.

Son indemnité sera basée sur le taux de rémunération en vigueur des heures supplémentaires d'enseignement, à savoir : 24.28 € brut de l'heure (tarif au 1er juillet 2010) pour un professeur des écoles de classe normale.

Monsieur PRATI, professeur des collèges hors classe sera engagé afin d'assurer les activités sportives (boxe, badminton, lutte et multisports) pendant le temps extrascolaire les mardis de 16 h 15 à 17 h 15.

Son indemnité sera basée sur le taux de rémunération en vigueur des heures supplémentaires d'enseignement, à savoir : 36.99 € brut de l'heure (tarif au 1er juillet 2010) pour un professeur des collèges hors classe.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE le Maire à procéder aux embauches nécessaires telles que décrites ci-dessus et à créer les postes correspondants.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ A L'UNANIMITÉ



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 19

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 22

Convoqués le :
17/09/2015

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU VINGT DEUX SEPTEMBRE DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

Vente d'une partie de la parcelle communale cadastrée section 1 n° 341

Madame Catherine BASSOT, adjointe au Maire déléguée à l'Urbanisme informe les membres du Conseil Municipal que Monsieur et Madame GALLAY ont émis le souhait d'acquérir une partie (environ 8 ares) de la parcelle communale cadastrée section 1 n° 341 située à proximité de la rue des Bons Enfants, attenante à leur parcelle, afin d'y aménager un potager dans la continuité de leur jardin.

Monsieur et Madame GALLAY ont fait une offre d'achat au prix de 8 000 €.

Cette partie de terrain, située en zone naturelle et non constructible, a fait l'objet d'une évaluation par France Domaine qui atteste que le prix de 10€/m² négocié avec l'acquéreur préserve les intérêts de la commune et n'appelle pas d'observations.

Madame Bassot, précise que les frais d'arpentage par un géomètre et les frais d'acte sont à la charge des acquéreurs.

Il est donc demandé aux membres du Conseil Municipal d'approuver la vente de cette partie de terrain communal à Monsieur et Madame GALLAY dans les conditions fixées ci-dessus.

Sur proposition de Madame Catherine BASSOT, adjointe au Maire déléguée à l'Urbanisme,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE la vente d'une partie (environ 8 ares) de la parcelle communale cadastrée section 1 n° 341 selon plan joint et arpentage à intervenir au prix de 8 000 €.

DIT que les frais d'arpentage du terrain par le géomètre et les frais d'acte seront à la charge financière de Monsieur et Madame GALLAY.

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer tout document ou acte se rapportant à ce dossier.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ A L'UNANIMITÉ

=====

Fin de la séance : 18h50

LE MAIRE


Frédéric NAVROT



LE SECRÉTAIRE DE SÉANCE


Laurence HERRMANN

AFFICHÉ LE : 29 Septembre 2015

TRANSMIS EN PREFECTURE LE : 30 Septembre 2015